

F/42

CINÉMA

(141 articles)

Intitulé : MINISTÈRE DE L'INFORMATION, DIRECTION DU CINÉMA.

Niveau de classement : sous-série du cadre de classement.

Dates extrêmes : 1942-1950.

Importance matérielle : 18 m.l. (141 art.).

Conditions d'accès : Librement communicable sous réserve des restrictions imposées par l'état matériel des documents et des dispositions de l'art. L.213-2 du Code du patrimoine.

Nom des producteurs :

Ministère d'État à l'Information

Direction générale du cinéma (1942-1946).

Centre national de la cinématographie (1946-1980).

Histoire des producteurs :

Avant-guerre, les questions relatives au cinéma relèvent, pour la partie contrôle des films, du service des Beaux-arts au ministère de l'Instruction publique et du ministère de l'Industrie et du Commerce pour la partie production. Pendant la Seconde Guerre mondiale, le rattachement s'opère avec un ministère de l'Information naissant qui dépend lui-même de la Présidence du Conseil. Une loi du 11 avril 1942 organise précisément un secrétariat général de l'Information au sein duquel les missions du service du cinéma sont définies : le 30 mai 1942, ce service est érigé en « direction du cinéma ». Après la Libération, est créé, par une loi en date du 25 octobre 1946, le Centre national de la cinématographie (CNC) également placé sous l'autorité du ministre en charge de l'Information. Il a pour attributions la législation relative à l'industrie cinématographique, la modernisation des entreprises, le contrôle du financement et des recettes des films, l'organisation de la profession. Les dossiers qui composent la présente série sont issus de l'activité de deux fonctionnaires en charge de ces questions : M. Riedinger, chef de la Section chargée des questions juridiques et financières au service du cinéma, puis chef de cabinet du directeur du cinéma à partir de 1942 et Jeanne Mazac, secrétaire du directeur général du cinéma. Le CNC n'est représenté que par de la documentation, sous la forme de textes du cinéma français, bulletins d'informations du CNC de 1970 à 1978, statistiques du cinéma français pour les années 1968 à 1980.

Histoire de la conservation :

Versements effectués par le Centre national de la cinématographie entre 1947 et 1950.

Présentation du contenu :

Étant donné la période d'activité de la direction du cinéma, les documents concernent soit le cinéma pendant la période de guerre, soit le rétablissement des médias à la Libération en 1944 et l'épuration, l'ensemble étant lacunaire et ne pouvant se suffire à lui-même pour une étude :

- Correspondance au départ pour les années 1942 à 1950 donc direction du Cinéma et CNC,
- Législation, organisation professionnelle et sociale de la profession (y compris purement Seconde Guerre, application du statut des Juifs, assurance des risques liés à l'état de guerre par exemple et pour l'immédiat après-guerre, mise en place du registre public de la cinématographie en vertu de la loi du 22 février 1944),
- Dossiers sur des sociétés et des studios : Pathé-Gaumont, France-Actualités, studios du midi ...,
- Épuration : réglementation, décisions du comité interprofessionnel d'épuration dans les entreprises (section cinéma).

Ponctuellement, on y trouve des documents d'autres organismes ou institutions en relation avec la direction du cinéma, en particulier des traces des organismes en charge de la réglementation, du contrôle et du financement des activités cinématographiques qui sont créés : l'organisme vichyssois en charge du cinéma est le comité d'organisation de l'industrie cinématographique (COIC) qui s'inscrit dans le contexte plus large de

réorganisation corporatiste de la production industrielle (loi du 16 août 1940), en 1945, un décret en date du 28 août abolit cette instance en la remplaçant par un Office professionnel du cinéma.

Instruments de recherche : voir l'[État des inventaires](#)

Sources complémentaires :

- Autres parties du même fonds :

aux Archives nationales :

- **F/41** Ministère de l'information
- **F/43** Ministère de l'information, radiodiffusion et télévision
- **F/60** Services du Premier ministre et versements Premier ministre
- **Centre national de la cinématographie (CNC)** versements numéros 19760010, 19790254, 19840503, 19840589, 19880469, 19920162, 19920295, 19950023, 19950520, 19960143, 19960354, 19970179 et 20040369.

- Archives d'autres producteurs en relation :

aux Archives nationales :

- **F/7** Ministère de l'Intérieur et versements de la Direction générale de la Sécurité nationale à la surveillance des milieux du cinéma
- **F/21** Ministère des Beaux-arts (F/21/4691 à 4698. Cinéma 1919 et 1938) et versements du ministère de la Culture
- **Séries AG** Papiers des chefs d'État pour les conseillers en charge des médias, de la culture et de l'information et les discours et interventions des présidents de la République

- Sources complémentaires sur le plan documentaire :

Archives nationales :

- **Z/6** Cour de Justice du Département de la Seine. (artistes ayant participé à des émissions sur Radio-Paris, sociétés cinématographiques, Alliance cinématographique européenne, France actualité, Studios La Victorine à Nice...)

- **AJ/38** Commissariat général aux questions juives et Service de restitution des biens spoliés (section II B, Cinémas et théâtres)

Archives de l'Institut national de l'audiovisuel (INA)

Archives françaises du film

Bibliothèque nationale de France, département de l'audiovisuel

Cinémathèque française

Sources de la notice :

- *Les Archives nationales. État général des fonds*, publié sous la direction de Jean Favier, directeur général des Archives de France (tome V), 1988.
- répertoires numériques de la série.

Date de la notice : 2011

Auteurs de la notice : Sylvie LE GOËDEC (Brigitte BLANC)

**Direction du Cinéma (1942-1946)
et Centre national de la Cinématographie (1947-1950)**

F/42/1 à 132.

Dossiers personnels de M. Riedinger, chef de cabinet du directeur du Cinéma en 1942 et sous-directeur après la Libération. 1940-1950.

1 à 109. Correspondance. 1942-1950.

110 et 111. Lois et décrets ; budgets. 1942-1946.

112 à 114. Comité d'organisation de l'industrie cinématographique (C.O.I.C.) ; organisation professionnelle ; questions sociales. 1941-1946.

115 et 116. Assurances ; risques de guerre. 1940-1944.

117. Registre central de la cinématographique. 1940-1945.

118 et 119. Actualités ; France-Actualités-Pathé-Gaumont. 1940-1946.

120. Studios du Midi. 1940-1946.

121. Centre artistique et technique des jeunes du Cinéma ; écoles et instituts de recherches. 1941-1945.

122. Sociétés cinématographiques munies d'administrateurs provisoires et sous séquestre ; contrôles des recettes dans les salles de spectacles. 1940-1945.
123. Censure des films ; films anti-allemands ; situation de l'industrie cinématographique. 1940-1945.
124. Missions à l'étranger ; manifestations artistiques. 1941-1948.
125. Sociétés d'exploitation ; divers. 1939-1945.
126. Questions financières et comptabilité : marchés et mémoires. 1942-1947.
127. Courrier avec la direction de l'administration générale à Vichy ; avec le Service du Cinéma de Vichy. 1942-1945.
128. Divers. 1942-1945.
- 129 et 130. Direction du Cinéma, 1^{re} et 2^e sections, échelon de Vichy ; comité du Cinéma algérien. 1933-1945.
- 131 et 132. Dossiers de Mlle Mazac, secrétaire du directeur général du Cinéma. 1944-1948.
- F/42/133 à 135. Épuration ; fichiers. 1941-1953.
- F/42/136. Fichiers de films. 1941-1946.
- F/42/137 à 141. Documentation imprimée. 1946-1983.